



Réunion internationale d'examen de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement

Distr. générale
12 janvier 2005
Français
Original: anglais

**Port-Louis, Maurice
10-14 janvier 2005**

Point 7 b) de l'ordre du jour
**Pouvoirs des représentants participant
à la Réunion internationale**

Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs

Président : Anthony David **Edghill** (Trinité-et-Tobago)

1. L'article 4 du règlement intérieur de la Réunion internationale d'examen de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement prévoit ce qui suit :

« Une commission de vérification des pouvoirs comprenant neuf membres est nommée au début de la Réunion. Sa composition est fondée sur celle de la Commission de vérification des pouvoirs de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa cinquante-neuvième session. Elle examine les pouvoirs des représentants et fait immédiatement rapport à la Réunion. »

2. À sa 1^{re} séance plénière, le 10 janvier 2005, la Réunion internationale a été informée que cinq des neuf membres qui composent la Commission de vérification des pouvoirs de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa cinquante-neuvième session, nommément le Bénin, le Bhoutan, le Ghana, le Liechtenstein et l'Uruguay, avaient fait savoir qu'ils ne participeraient pas à la Réunion. La Réunion internationale a décidé que l'article 51.2 du règlement intérieur serait suspendu afin que la Commission de vérification des pouvoirs soit convoquée en présence des quatre membres suivants : Chine, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie et Trinité-et-Tobago.

3. La Commission de vérification des pouvoirs a tenu une séance le 12 janvier 2005.

4. Anthony David Edghill (Trinité-et-Tobago) a été élu Président à l'unanimité.

5. La Commission était saisie d'un mémorandum du secrétariat de la Réunion internationale, en date du 12 janvier 2005, concernant les pouvoirs des représentants des États et de la Communauté européenne à la Réunion internationale. Le représentant du Conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies a fait une déclaration relative au mémorandum.

6. Comme indiqué au paragraphe 1 du mémorandum et dans la déclaration le concernant, la Commission avait reçu au moment de sa réunion, selon les modalités

visées à l'article 3 du règlement intérieur de la Réunion, les pouvoirs des représentants à la Réunion internationale des 51 États et territoires suivants et de la Communauté européenne : Afrique du Sud, Allemagne, Bahreïn, Belize, Brésil, Burkina Faso, Cap-Vert, Chine, Croatie, Danemark, Émirats arabes unis, Espagne, Fidji, Finlande, France, Grèce, Grenade, Guyana, Haïti, Îles Cook, Inde, Jamaïque, Japon, Kenya, Kiribati, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Maroc, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Nauru, Norvège, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Portugal, République de Corée, République dominicaine, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Siège, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Singapour, Suisse, Thaïlande, Trinité-et-Tobago et Tunisie.

7. Comme indiqué au paragraphe 2 du mémorandum et dans la déclaration le concernant, des informations concernant la nomination de représentants d'États à la Réunion internationale avaient été communiquées au secrétariat de la Réunion à la date de la réunion de la Commission, par télégramme ou télécopie émanant du chef d'État ou de gouvernement ou du Ministre des affaires étrangères, ou par lettre ou note verbale du ministère, de l'ambassade ou de la mission permanente concernés des 49 États et territoires suivants : Antigua-et-Barbuda, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Barbade, Belgique, Canada, Chili, Chypre, Comores, Cuba, Dominique, Égypte, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Gabon, Guinée équatoriale, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Irlande, Islande, Italie, Koweït, Liban, Lituanie, Madagascar, Malte, Mozambique, Nioué, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, Qatar, République-Unie de Tanzanie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Soudan, Suriname, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu, Ukraine, Vanuatu et Venezuela (République bolivarienne du).

8. Le Président a recommandé que la Commission accepte les pouvoirs des représentants de la Communauté européenne et de tous les États et territoires mentionnés dans le mémorandum du secrétariat de la Réunion internationale, étant entendu que les pouvoirs officiels des représentants des États et territoires auxquels il était fait référence au paragraphe 6 ci-dessus seraient communiqués au secrétariat de la Conférence dès que possible.

9. Sur proposition du Président, la Commission de vérification des pouvoirs a adopté le projet de résolution ci-après :

« *La Commission de vérification des pouvoirs,*

Ayant examiné les pouvoirs des représentants à la Réunion internationale d'examen de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement auxquels il est fait référence dans le mémorandum du secrétariat de la Réunion internationale en date du 12 janvier 2005,

Accepte les pouvoirs des représentants des États et territoires concernés et de la Communauté européenne. »

10. Le projet de résolution proposé par le Président a été adopté sans être mis aux voix.

11. Le Président a ensuite proposé que la Commission recommande à la Réunion internationale réunie en séance plénière d'adopter un projet de résolution (voir par. 13). Cette proposition a été adoptée sans être mise aux voix.

12. Compte tenu de ce qui précède, le présent rapport est soumis à la Réunion internationale.

Recommandation de la Commission de vérification des pouvoirs

13. La Commission de vérification des pouvoirs recommande à la Réunion internationale réunie en séance plénière d'adopter le projet de résolution ci-après :

« Pouvoirs des représentants à la Réunion internationale d'examen de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement »

La Réunion internationale d'examen de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement,

Ayant examiné le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs et la recommandation qui y figure,

Approuve le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs. »
